



LA VOIX DES AGRICULTEURS EN AFRIQUE ORIENTALE

LE MESSAGE DU DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bienvenue à la deuxième édition du bulletin EAFF sur le plaidoyer. Le plaidoyer pour la politique est l'un des principaux mandats de la Fédération des Agriculteurs de l'Afrique Orientale. Cette publication vise à mettre en évidence les différentes activités que nous avons entreprises au cours de la période d'avril à août de cette année, 2010. Dans cette édition, nous présentons un bref compte rendu de la réunion tenue entre le conseil EAFF et les deux députés de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est et nous présentons également un résumé d'une enquête menée par EAFF sur le processus de formulation de politique au sein de la Communauté de l'Afrique Orientale. L'une des questions principales de plaidoyer au centre de l'agenda de la EAFF cette année est une Politique de Coopération Régionale. Le responsable de la politique au sein de EAFF a mené une entrevue avec le Professeur Suleman Chambo, le directeur de Moshi University College of Cooperatives and Business Studies à Moshi, en Tanzanie. L'entretien, une partie de cette édition, saisit la pensée du professeur sur les éléments clés de ce qui devrait constituer une politique de coopération régionale.

Directeur de la publication

LES LEADERS DE LA EAFF S'ENGAGENT AVEC L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE L'AFRIQUE DE L'EST



Au dessus: les leaders de la EAFF avec les membres de parlement d'EALA. Du gauche à droite. L'Hon. Safina Kwekwe Tsungu (MP EALA et la présidente du Comité de l'Agriculture, du tourisme et des Ressources Naturelles), M. Philip Kiriro (le Président de la EAFF), L'Hon. Mike Sebalu, (MP EALA d'Ouganda), M. Stephen Muchiri (le PDG EAFF). Voir l'histoire à la Page 2.

INSIDE THIS ISSUE

REGIONAL: LES LEADERS EAFF S'ENGAGENT AVEC EALA	2
REGIONAL: LA DECLARATION EAFF SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2
BURUNDI: CAPAD FAIT PLAIDOYER POUR QUE L'AGRICULTURE FIGURE DANS L'AGENDA POLITIQUE	3
LA POLITIQUE REGIONALE DE COOPERATIVE: UNE ENTREVUE AVEC PROF. CHAMBO DE L'UNIV. MOSHI	3-4
REGIONAL: EAFF MENE UNE ETUDE SUR LE PROCESSUS DE FORMULATION DE POLITIQUE A LA CAO	4
CALENDRIER DU PLAIDOYER POUR EAFF	5

Au dessous: le Président EAFF, M. Philip Kiriro présente la Déclaration Dar es Salaam de la EAFF sur le Changement Climatique à une Conférence de Presse à l'Hôtel Paradise Express à Dar es Salaam le 23^{ème} Juillet 2010. Voir l'histoire à la Page 2



LES LEADERS DE LA EAFF S'ENGAGENT AVEC L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE L'AFRIQUE ORIENTALE

L'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est (EALA) est l'organe législatif de la Communauté de l'Afrique Orientale. EAFF a adressé une invitation à l'EALA de participer à un atelier sur les politiques tenu à Glory Hotel à Nairobi. L'atelier a réuni les membres du conseil d'administration et du comité de la EAFF ainsi que les agents de politiques des organisations membres de la EAFF. EALA était représentée par deux membres du Parlement, l'Hon. Tsungu Kwekwe Safina, la Présidente du Comité sur le Tourisme, l'Agriculture et les Ressources Naturelles, et l'Hon. Mike Sebalu, un membre du Comité ATNR. Les deux représentants ont fait une présentation sur la façon dont fonctionne EALA sous la communauté EAC, en mettant l'accent sur le processus de formulation de politique. Ils ont informé les participants qu'il y a une place pour EAFF d'être proactif dans la Communauté de l'Afrique Orientale en engageant les différents organes. Ils ont souligné que EALA est très désireux de s'engager avec EAFF dans les dialogues et

Les deux représentants de EALA ont ensuite tenu une réunion à huis clos

avec le conseil d'administration EAFF. Lors de cette réunion, les deux côtés ont discuté les modes et domaines d'engagement entre eux. Le résultat principal de la réunion a été un accord de principe que les domaines de collaboration devraient être exploités. Certains de ces domaines comprennent:

La Sensibilisation: EALA aimerait entreprendre une campagne de sensibilisation sur le processus d'intégration au sein des États membres de la CAO. On a encouragé la EAFF de proposer des moyens par lesquels les organisations membres de la EAFF au niveau national peuvent jouer un rôle dans cette campagne.

La Stratégie régionale pour la sécurité alimentaire: la CAO et EALA ont récemment approuvé le Plan d'Action pour la Sécurité Alimentaire de la communauté CAO. La EAFF devrait examiner ce plan en profondeur et devrait identifier les domaines spécifiques où les organisations paysannes peuvent jouer un rôle central dans sa mise en œuvre.

Les discussions sur la politique régionale: Chaque année, EALA développe un calendrier d'activités. Si EAFF voudrait que EALA

discute une question précise, elle doit présenter une demande formelle au président EALA. Les deux représentants s'intéressaient aux efforts de la EAFF sur la politique régionale des coopératives, et ont encouragé la EAFF d'avancer ces efforts. EAFF a depuis présenté une demande officielle au président EALA d'inclure la question d'une politique régionale de coopération pour la discussion sur le calendrier EALA. Si cette demande est accordée, EAFF sera convoqué à une audition publique, organisée par EALA, pour présenter ses propositions pour une politique de coopération régionale. .



MP de EALA, l' Hon. Mike Sebalu explique quelque chose pendant l'atelier sur la politique de la EAFF. A sa gauche: M. Stephen Muchiri (PDG EAFF), et M. Taher Issa, le Président de l'Association des Eleveurs au

LA MISE A JOUR DES MEMBRES DE EAFF

La réunion d'approbation du conseil d'administration qui s'est tenue au mois de Juin à Nairobi, au Kenya a approuvé la demande de l'Association des éleveurs de Djibouti de devenir membre de l'EAFF.

Les membres de l'EAFF se trouvent actuellement dans neuf pays d'Afrique de l'Est: au Burundi, au Djibouti, en République Démocratique du Congo, en Érythrée, en République fédérale démocratique en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en République Unie de Tanzanie et en Ouganda.

Pour se renseigner sur l'Association des éleveurs de Djibouti, s'il vous plaît contacter:

M. Taher Issa, Président

Tel: +253 341970. Fax: +253340723

E-mail: taheriissa@hotmail.com

EAFF FAIT LE PLAIDOYER POUR PLUS DE PARTICIPATION DES AGRICULTEURS DANS LES PROCESSUS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ADVOCATES FOR MORE FARMER



Membre du Conseil EAFF de Tanzanie, Mme Lydia Rulihio s'adresse à la presse pendant l'atelier sur le Changement Climatique à Dar es Salaam.

EAFF a tenu avec succès un atelier sur le changement climatique à Dar es-Salaam du 17^{ème} au 20^{ème} août 2010. L'atelier a réuni les dirigeants et les gestionnaires des organisations membres de la EAFF, ainsi que des représentants de l'Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Orientale et Centrale (ASARECA), de l'Alliance Pan Africaine pour la Justice Climatique (PACJA), de l'Oxfam, de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA), et du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire en République Unie de Tanzanie. Le résultat principal de l'atelier a été une Déclaration sur le changement climatique qui a été approuvé par le conseil EAFF. On a baptisé

la Déclaration, DECLARATION DAR ES SALAAM SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE. Cette sortie majeure va maintenant servir d'outil clé de plaidoyer pour EAFF dans les domaines relatifs aux changements climatiques. La EAFF l'a déjà distribué aux délégués qui assistaient à la réunion des Ministères de l'Environnement à Addis-Ababa, Éthiopie, comme moyen de préparation pour la Conférence des Parties (COP) 16 des négociations sur le changement climatique au Mexique en décembre cette année. On peut accéder la déclaration dans le site web de la EAFF (www.eaffu.org).

CAPAD FAIT LE PLADOIER POUR QUE L'AGRICULTURE PUISSE FIGURER DANS L'AGENDA POLITIQUE DU BURUNDI

Le 11 mai 2010 à Bujumbura, Forum National des Organisations Paysannes du Burundi (FOPABU) a organisé une conférence-débat avec des chefs des partis politiques. Le débat visait la création d'un cadre pour le dialogue entre les politiciens et les agriculteurs au Burundi. CAPAD est l'une des organisations principales de FOPABU. Le but de ce débat était de faire plaider en faveur de l'agriculture à être donné la priorité dans l'agenda politique au Burundi. Neuf dirigeants politiques ont assisté au débat. Avant l'événement, les agriculteurs de six organisations de filières agricoles, pour le riz, le thé, le café, le palmier, le coton, ont formulé sept (7) questions liées à la politique agricole : la répartition du

budget au secteur agricole (conformément à la Déclaration de Maputo); les questions foncières, l'importation et l'exportation, et le mouvement des agriculteurs, entre autres. Ces questions ont été présentées aux politiciens, qui ont répondu dans le cadre de programmes spécifiques dans leurs descriptions. À la fin du débat, les agriculteurs ont recommandé les suivantes:

1. La nécessité de formuler et d'articuler les politiques agricoles réalistes et viables qui respectent la Déclaration de Maputo.
2. Les politiciens doivent respecter leurs promesses électorales une fois qu'ils sont élus au gouvernement.



À gauche: M. Bonaventure NIYOYANKANA, leader de la Partie Politique UPRONA

Au dessous: deuxième à gauche est M. Mathias Miburo, le Président de CAPAD



LA POLITIQUE REGIONALE POUR LA COOPERATIVE: ENTREVUE AVEC PROF. SULEMAN CHAMBO, UNIVERSITE MOSHI

EAFF a tenu une entrevue avec le Professeur Suleman Chambl, le directeur de Moshi University College of Cooperatives and Business Studies (MUCCOBS), à Moshi, en Tanzanie. L'objectif de l'entrevue était de recueillir l'information qui informera la Politique Régionale de Coopération de la EAFF.

Question: La EAFF est en train d'élaborer un modèle régional pour la politique de coopérative, qui sera défendu au niveau régional. Nous croyons que le mouvement coopératif peut potentiellement être un moteur du développement agricole dans la région. À votre avis, quels sont les éléments clés qui devraient constituer un modèle de politique régionale en fonction de structure et de la mise en œuvre?

Prof Chambo: Je tiens à féliciter les efforts de la EAFF de mettre les coopératives dans l'agenda

régional. Je fais cela pour deux raisons principales: Premièrement, il y a eu une tendance d'avoir les politiques nationales qui considèrent les coopératives comme de simples organisations de petits agriculteurs qui n'ont pas d'influence sur la politique. MUCCOBS a entrepris une recherche au niveau régional pour étudier les coopératives en Afrique subsaharienne. L'une de nos conclusions est que, au niveau national, les coopératives étaient absentes dans le processus de formulation politique. Ils ne figuraient pas dans l'agenda. On a attribué cela au type de leadership au sein des coopératives nationales.

Deuxièmement, les agriculteurs sont des investisseurs dans l'entreprise agricole. On établit les coopératives parce que les agriculteurs aimeraient être les investisseurs crédibles dans le secteur agricole. Les coopératives de marketing agricole étaient importantes des années 1930 aux années 1960. Pendant ce temps, ils

ont assez bien agité dans ce secteur. En 1967, la Tanzanie était bien connu comme le géant de Coopérative de l'Afrique parce que 97% d'exportation des cultures était par le mouvement coopératif. Cela a été un indicateur que les agriculteurs étaient des acteurs clés.

À mon avis, il y a trois éléments principaux sur lesquels une politique de coopérative régionale devrait mettre l'accent.

Le premier est le leadership: le mouvement coopératif a besoin des leaders qui peuvent gérer non seulement la croissance mais aussi le changement du secteur, surtout dans cette époque de la libéralisation économique. La plupart des coopératives ont été détruits pendant cette période, car ils avaient encore la mentalité d'acheter et de vendre. Les unions de coopératives ne fonctionnaient pas bien parce que toute action se passait dans les zones rurales, et non au niveau national. En Ouganda, mon équipe de recherche a recommandé

M. Philip Kiriwo (Président, Kenya); Mme. Harriet Ssali (1^{ère} Vice Président, Ouganda); M. Andrew Hepelwa (2^{ème} Vice Président, Tanzanie); M. Paluku Mivimba (RDC); Mme. Kahambu Sekeraviti (RDC); Mme. Cesarie Kantarama (Rwanda); Mme. Lydia Ruliho (Tanzanie); M. Nduati Kariuki (Kenya); Mme. Anne Marie Mbonimpa (Burundi); M. Jean Baptiste Ndereyimana (Rwanda); M. Tom Tibawmwenda (Ouganda); et M. Stephen Muchiri (membre d'office)

Les activités EAFF de Politique et de Plaidoyer sont soutenues par:

Swedish Cooperative Centre (SCC)

Vredeseilanden (VECO)

Union Européenne (UE)

International Fund for Agricultural Development (IFAD)

Technical Centre for Agriculture and Rural Cooperation (CTA)



Ci-dessus: M. Mukasa (gauche) de Mukasa coffee estates montre à M. Joseph Nkandu de NUCAFE (droite) sa ferme du Café. M. Mukasa a planté les arbres d'ombrage comme une initiative agroforesterie géré par NUCAFE

NUCAFE ADVOCATES FOR COFFEE POLICY IN UGANDA

L'Union Nationale des Agro entreprises du Café et des Entreprises Agricoles (NUCAFE) est l'association qui réunit les producteurs du café en Ouganda. L'hors de sa deuxième Convention Nationale des Agriculteurs, NUCAFE a fait plaidoyer pour l'élaboration d'une politique nationale du café de l'Ouganda, compte tenu l'importance du produit à l'écono-

mie de l'Ouganda. Le Premier Ministre, le Prof. Apollo Nsibambi a présidé la Convention. Il a ensuite ordonné le Ministre de l'Agriculture d'agir sur cette question. Le ministère, en collaboration avec NUCAFE ont mobilisé les parties prenantes principales dans le secteur du café, et ont nommé un détachement spécial qui formulerait un projet de politique. Ce détachement spécial a mené une série de consultations dans les régions principales cultivant le café, et après, on a élaboré un

projet de politique qui a été soumis au département de politique dans le Ministère de l'Agriculture. La politique propose plusieurs moteurs, y compris la productivité élevée et la rentabilité du café, la recherche, l'adaptation au changement climatique à travers l'agroforesterie; les organisations paysannes en tant qu'intermédiaires, l'équilibre du genre et la possession accrue des agriculteurs, entre autres.

Le projet de politique est actuellement au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, et attend l'approbation par le Ministre. La prochaine pas de NUCAFE est d'inviter le Ministre et ses hauts fonctionnaires de rendre visite aux agriculteurs de certaines régions cultivant le café afin de leur présenter physiquement certains des facteurs qui peuvent gérer le secteur du café. Pour plus d'information sur la Politique Nationale sur le Café de l'Ouganda, s'il vous plaît contacter M. Joseph Nkandu, le Directeur Exécutif de NUCAFE (joseph.nkandu@nucafe.org)

CONTINUATION DE L'ENTREVUE AVEC PROF. CHAMBO

que l'Alliance de Coopérative d'Ouganda devrait restructurer dans cet esprit. Et maintenant, ils ont mis en place 'Area Cooperative Enterprises' (ACE) (ACE sont situés au niveau du district. Ed). Au moment de la libéralisation, il n'y avait pas les gestionnaires actifs qui pouvaient prévoir les conditions du marché en vertu d'un régime de marché libéralisé. Dans ce nouveau régime, les agriculteurs cherchaient le meilleur prix pour leurs produits, que l'union coopérative ne pouvait pas offrir. Notre argument est que l'Union doit devenir une organisation qui fournisse le soutien technique offrant l'information sur le marché, l'accès aux intrants, et aux autres services, pour permettre aux coopératives primaires de faire des affaires. Par conséquent, la politique de coopération devrait faciliter le développement de cadres compétents au sein de l'union, au niveau secondaire et primaire.

Deuxièmement, c'est le développement de la chaîne de valeur: Dans ce régime de marché libéralisé, les coopératives doivent actuellement se pencher sur la façon d'ajouter de la valeur à leurs cultures leur niveau. Ils ont besoin d'étudier combien d'argent peut être fait dans la chaîne de valeur. Une

politique régionale devrait fournir des incitations pour les sociétés coopératives pour qu'elles puissent s'engager dans l'ajout de valeur ajoutée aux différentes étapes pertinentes de la chaîne de valeur.

Troisièmement, c'est l'intégration avec les services financiers:

Au début, les services financiers n'ont jamais fait partie de l'agenda de coopératif, mais actuellement, ils sont de plus en plus déterminants. Nous commençons maintenant de constater que le mouvement coopératif a besoin de se déplacer sur deux jambes – le marketing agricole et les services financiers. En Tanzanie, il y a une nouvelle tendance vers des systèmes d'entreposage. Ici, les paysans placent leurs produits dans les entrepôts et reçoivent un crédit d'une institution financière. Les Sociétés de coopératives d'Épargne et de Crédit (SACCOS) doivent soutenir ce système. Pour le faire, les SACCOS rurales ont besoin d'être bien financée pour que les agriculteurs puissent accéder aux fonds au cours de la saison de planter. À l'heure actuelle, les SACCOS ont un niveau faible de crédit. Nous avons également besoin de l'union de SACCOS pour que les grands SACCOS qui ont un surplus de crédit puis-

sent prêter aux petits SACCOS. Sinon, nous pouvons avoir une banque coopérative qui peut renforcer les SACCOS rurales, en leur donnant de liquidité. Le cercle des entrepôts pour le stockage, les SACCOS (services financiers) et le marketing des produits agricoles font partie d'un modèle intégré qui doit être soutenu dans la politique régionale.



Ci-dessus: Dr. Sam Kanyarukiga, le Conseiller Agricole Principal et le Coordinateur CAADP au sein de COMESA s'adresse à la presse pendant la fermeture de l'atelier de la EAFF sur le Changement Climatique. Dr. Kanyarukiga a loué les efforts des agriculteurs de la région de l'Afrique Orientale d'organisation et d'élaboration d'une déclaration sur le changement climatique, l'une des questions les plus pertinentes dans le secteur agricole today.



Les Participants de l'atelier sur la politique à l'Hôtel Glory à Nairobi, au Kenya. Les participants comprenaient les membres du conseil et du comité EAFF; les PDG et les chargés des Programmes des organisa-

EAFF ETUDIE LE PROCESSUS DE FORMULATION DE POLITIQUE A LA COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE ORIENTALE

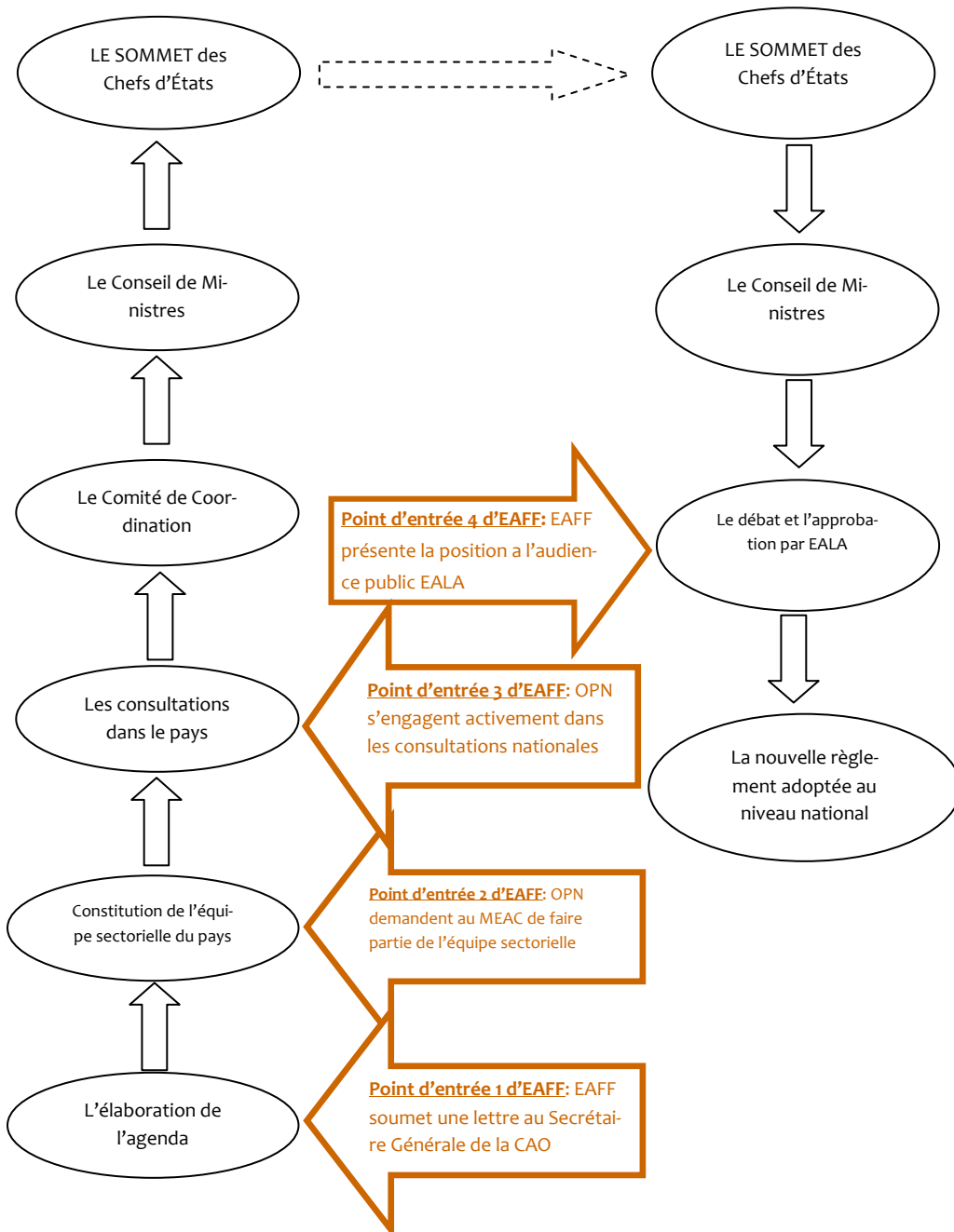
Pour être un acteur efficace dans la politique et le plaidoyer, une organisation doit avoir une compréhension compréhensive de la politique et du processus d'élaboration de la loi dans le comté ou la région. Il est important que l'organisation sache comment, et quand s'engager dans l'élaboration des politiques. EAFF a commandé une enquête sur le processus de

politique et de l'élaboration de droit au niveau régional à la Communauté de l'Afrique Orientale, et au niveau national au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda. L'enquête au niveau régional fait ressortir quatre points d'entrée pour EAFF. Tout d'abord, EAFF doivent présenter une demande formelle au secrétaire général de la CAO pour un problématique spécifique à l'objet de discussion au niveau régional. Deuxièmement, EAFF, à travers ses organisations mem-

bres dans les États membres de la CAO, doit demander officiellement pour l'inclusion dans l'équipe de coordination du pays pour une question précise. Troisièmement, les organisations membres de la EAFF doivent participer activement l'hors des consultations nationales sur la question. Quatrième; EAFF doit soumettre ses propositions à l'EALA. Des copies des résultats de ces enquêtes peuvent être disponibles en envoyant une demande à mmain-za@eaffu.org.

The illustration below shows the process

UNE ILLUSTRATION DU PROCESSUS DE FORMULATION DE POLITIQUE A LA COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE ORIENTALE



Calendrier du Plaidoyer pour EAFF (Octobre—Décembre 2010)



ACTIVITE	LE MOIS	LIEU
L'Atelier sur Biocombustibles: EAFF tiendra un atelier sur les biocombustibles. Le résultat principal de cette atelier sera une position qui sera approuvé par le conseil d'administration de la EAFF.	Décembre 18— 22	Nairobi, Kenya
L'accapement de terre: EAFF teindra un atelier pour diffuser les résultats de deux études qui ont été menées sur "Les implications de l'accapement de terre sur les petits exploitants agricoles". On a mené ces études au	9 -10 Novembre	Entebbe, Ouganda
L'Assemblée Générale PAFFO: Les cinq organisations paysannes régionales de l'Afrique, y compris la EAFF, lanceront le Forum Pan Africain des Agriculteurs (PAFFO).	Octobre 26 - 29	Lilongwe, Malawi
Union Africaine: Le Conseil de Ministres de l'UA lancera le Cadre de la Politique Foncière de l'Union Africaine	Octobre 28	Lilongwe, Malawi
Réunions CTA: CTA tiendra leurs réunions annuelles pour la région de l'Afrique Orientale à Entebbe, en Ouganda. Le thème de ces réunions est "Les Investissements en Agriculture".	Novembre 11 - 12	Entebbe, Ouganda
L'Atelier sur OGM: EAFF tiendra un atelier sur la biotechnologie agricole, avec une attention spécifique sur les technologies des OGM. Le résultat de cet atelier sera une position approuvée par le conseil d'administration	Décembre 9	Nairobi, Kenya
Politique Régionale sur les Intrants Agricoles: EAFF tiendra un atelier pour diffuser les résultats d'une étude sur les intrants agricoles. Les résultats seront validés par le conseil de la EAFF, et puis on prendra une position.	7 - 8 Décembre	Nairobi, Kenya
Le Sommet de Chefs d'Etat de la CAO: Le Président de la EAFF, Mr. Kiriro assistera dans le sommet de Chefs d'Etat de la CAO à Arusha, où la politique sur le Changement Climatique et la Sécurité Alimentaire sera ratifiée.	1 - 2	Arusha, Tanzanie

L'Erythree:

National Confederation of Eritrean Workers
Contact: Mr. Tzeggai Moggos, Executive Secretary

L'Ouganda:

Uganda Cooperative Alliance (UCA)
Contact: Mr. Leonard Msemakweli, Exec. Sec
Uganda National Farmers Federation (UNFFE)
Contact: Mr. Augustine Mwendya, Ag. Chief Exec. Secretary
National Union of Coffee Agribusiness and Farmers Enterprises (NUCAFE)
Contact: Mr. Joseph Nkandu, Exec. Director

La Republique Democratique du Congo:

Federation des Organisations Producteurs du Congo au Nord-Kivu (FOPAC)
Contact: Mr. Etienne Mbakulirahi, Exec Secretary
Ligue Des Organisations Des Femmes Paysannes Du Congo (LOFEPACO)
Contact: Ms. Therese Katungu
Cooperative Centrale Du Nord-Kivu (COOCENKI)
Contact: Mr. Daniel Bunambo, CEO
Syndicat De Defense Des Interests Paysans (SYDIP)
Contact: Mr. Mbulula Kambale, Secretary General

LES MEMBRES DEF LA EAFF. 2010



Le Burundi:

Confederation des Associations des Producteurs Agricoles pour le Developpement (CAPAD)
Contact: Mrs. Annick Sezibera, Executive Secretary

Le Rwanda

Syndicat Des agri-eleveurs du Rwanda (IMBARAGA)
Contact: Mr. Juvenil Musine, CEO
Syndicat Rwandais des Agriculteurs et Eleveurs (INGABO)
Contact: Mr. Francois Mbabazi, Coordinator

Le Djibouti:

Djibouti Breeders Association
Contact: Mr. Taher Issa, President

L'Ethiopie:

Oromia Coffee Farmers Cooperative Union (OCFCU)
Contact: Mr. Tadesse Meskela, GM

Le Kenya

Kenya National Federation of Agricultural Producers (KENFAP)
Contact: Dr. John Mutunga, CEO
Cooperative Alliance of Kenya (CAK)
Contact: Mr. Francis Munane, Exec Director

La Tanzanie:

MVIWATA
Contact: Mr. Steven Ruvuga, Exec Director
Tanzania Federation of Cooperatives (TFC)
Contact: Willigis Mbogoro, Exec Sec
Agricultural Council of Tanzania (ACT)
Contact: Ms. Janet Bitegeko, Exec Director

Pour les renseignements, veuillez contacter: Mr. Mainza Mugoya. Charge des Programmes (Politique et Plaidoyer)
P.O.Box 13747 - 00800, Nairobi. KENYA Tel./Fax.: +254 20 445 1691. E-mail: info@eaffu.org. Website: www.eaffu.org